

LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT – UNE DEMANDE IMPÉRIEUSE

Mirela MAZILU

Cuvinte cheie: calitate, mediu, conflict, toleranță, management, durabil.

Mots clé: qualité, environnement, conflit, tolérance, management, durable.

RÉSUMÉ:

La transition à l'économie humaine est une nécessité impérieuse du développement économique et sociale représentent un avance de l'humanité vers la nouvelle société, dans laquelle le développement est réalisé par les hommes et pour les hommes. Si, pendant longtemps, on a considéré, **l'environnement** comme un sujet plutôt accessoire n'intéressant qu'une poignée d'amoureux de la nature, cette époque soit désormais révolue. Aujourd'hui il est évident que la qualité de l'environnement est **l'affaire de tous**, car on ne saurait le dissocier du monde dans lequel nous vivons et dont dépend notre survie. Il a une incidence sur tous les aspects de notre existence, qu'il s'agisse de notre façon de vivre, de travailler ou de nous détendre, de notre santé, de notre sécurité ou encore de notre qualité de vie.

L'article essaye de mettre en évidence la relation entre la qualité de la vie et la qualité de l'environnement, en partant d'une question pertinente: le conflit entre celles-ci et la solution c'est l'impérativité de déclencher un nouveau management public, parce que l'ancien système est excessivement orienté vers les nécessités du marché. On considère que le conflit-ci est vital pour le mouvement écologique. L'article analyse aussi la manière de se manifester des citoyens vis-à-vis des problèmes de l'environnement. L'auteur souligne l'impérativité de l'institution d'une démocratie délibérative portée dans les politiques de l'environnement comme une alternative viable, durable dans la résolution des conflits dans l'environnement. On s'impose l'implication des citoyens aux problèmes de l'environnement, bien que dans un monde globalise l'idée de communauté perd, peu à peu de sa valeur, semble gagner du terrain. C'est ainsi le cas, dans notre double hypostase de professeur et d'écologistes de porter et de devenir le porte-parole de la lutte consciencieuse pour un environnement qualitatif, durable, européen.

1. Introduction

Par la **qualité de l'environnement** on comprend l'état de celui-ci à un moment donné, issu de l'intégration de tous ses éléments structuraux et fonctionnels, capables à assurer une ambiance satisfaisante aux multiples nécessités que exige la vie humaine.

La **Qualité de l'environnement** résulte de l'implantation des structures humaines artificielles dans les structures naturelles.

Tout type d'environnement peut être caractérisé par le champ de tolérance dont les limites sont données par son état naturel et un champ d'éparpillement représentant des différentes intensités de l'impact humain. Une qualité supérieure de l'environnement pour une ou plusieurs formes d'utilisation est assurée tant que le

champ d'éparpillement est plus petit que celui de tolérance. Autant que le champ d'éparpillement s'ex-tend, autant l'environnement s'éloigne de l'état initial, déclenchant la parution des perturbations accompagnées des conséquences indésirables.

Or, la maintenance d'une bonne qualité de l'environnement on peut la réaliser seulement par la maintenance de la capacité naturelle du système de l'environnement de métaboliser les éléments artificiels introduits par l'homme dans les flux énergétiques et de substance. Le seuil supérieur qui puisse être atteint porte le nom de capacité de support. Pour mesurer la qualité de l'environnement on utilise un système d'indicateurs nommes indicateurs écologiques qui peuvent être groupés, soit par catégories d'environnement, soit par telles catégories de sous-systèmes identifiées dans le cadre de certains systèmes (indicateurs au niveau d'un écosystème aquatique, terrestre, etc.)

Le début de toute activité de protection de l'environnement appartenant à un pays on la faite par l'organisation et l'assurance du fonctionnement du système de surveillance (monitoring) de l'environnement entier et de ses composantes. Concrètement, pour la Roumanie on exige des concepts actuels comme :

1-un système intégré pour tous les facteurs de l'environnement ;

2.-un système global par différents niveaux d'agrégation, y inclus la convexion au réseau mondial.

Des termes nouveaux comme : **Monitoring de l'Environnement** font leur parution aussi dans notre vocabulaire, tant dans nos préoccupations. Celui-ci représente un ensemble complexe d'opérations quant à la surveillance, l'évaluation, le pronostic et l'avertissement dans le but de l'intervention opérative pour la maintenance de l'état d'équilibre de l'environnement. Comme instrument de l'activité managériale dans le domaine de l'environnement, le monitoring doit assurer un flux informationnel, structure par secteurs spécifiques et dans l'intérieur des secteurs quant aux sources de pollution et la qualité de l'environnement, à l'usage et l'état des ressources naturelles.

2. Méthodes et résultats

On se pose souvent la question, donc, quelle est la provenance initiale de la conflictualité entre la qualité de l'environnement et la qualité de la vie? Premièrement, c'est le résultat des contrastes des rations économiques et sociales avec les exigences d'ordre écologique. Souvent, on constate une confrontation d'une « minorité territoriale » et un « centre dominateur » tant du point de vue économique (industrie versus agriculture) aussi du point de vue des valeurs(les tendances modernisatrices versus conservatrices) aussi écologique(protection de l'environnement versus globalisation).Toute une série de clivages ont devenus visibles commençant avec les années '60-70 particulièrement dans le monde industrialisé. L'un des résultats a été la parution des VERTES .Les plus consistantes ont été les critiques à l'adresse de la croissance économique à tout prix (le capitalisme sauvage), corroborées au désir de mettre en valeur le spécifique local. On peut y ajouter, aussi, toute une série de facteurs idéologiques doués d'une valeur symbolique, comme le besoin d'autonomie administrative de la part des zones périphériques dans lesquelles des conflits du type »David et Goliath » entre les petites organisations écologistes et les grandes corporations.

Le conflit est vital pour le mouvement écologiste. Ça suppose un changement majeur du processus d'élaboration des politiques, surtout, grâce à la non confiance des communautés dans les institutions publiques et dans les structures techniques, de contrôle. Aussi le mouvement écologiste que les politiciens doivent, obligatoirement, tenir compte d'exigences sociales, culturelles et économiques locales, en cas contraire, risquant de perdre le consensus de la population. Par conséquent, les décisions unilatérales de la part des autorités sont regardées avec méfiance et peuvent être considérées illégitimes.

Un aspect extrêmement important du conflit d'environnement se réfère au processus de localisation (siting issues), dans le quel on observe une forte opposition de la part des habitants locaux.

Cet phénomène porte le nom du syndrome **Nimby** (Not In My Backyard). En général, on trouve en conflit, l'intérêt général contre l'intérêt particulier. Plus de fois, on ne doit pas insister sur l'opportunité d'une construction, mais on doit revoir son emplacement dans une location. Un cas relevant c'est le processus de détermination du meilleur emplacement pour un incinérateur de déchets dans la région Torino de l'Italie.

Même si personne ne conteste l'idée en soi, aucune communauté n'était d'accord d'avoir dans leur propre cour une supposable source de pollution ou de déconfort. Finalement, les autorités ont décidé de lancer un débat public sous le titre de *Non Rifiutate di Scegliere*.

On a offert aux habitants la possibilité d'identifier, ayant pour base une analyse basée sur plusieurs critères, les meilleurs emplacements. La question « Pourquoi ici ? » a été remplacée par un abordage du type « Pourquoi, pas ? ». Finalement on a choisi les meilleures et viables locations placées dans les communes limitrophes de Torino, mais dans la période de l'implémentation du projet, la Mairie de Torino a changé radicalement sa position et a décidé d'installer dans leur propre territoire l'incinérateur respectif, en marquant, ainsi, le passage d'une attitude du type Nimby à l'une du type Pimby (Please in My Backyard).

Désormais, les oppositions des communautés locales visent aussi des projets au bénéfice de l'environnement, comme l'emplacement des parcs éoliens dans le voisinage des aires protégées à cause d'un supposable (et du tout, justifié) déconfort sonore ou même visuel.

Le facteur « perception » ne doit pas être omis de vue, parce que pour les hommes ordinaires, dont les connaissances techniques manquent, représente le principal ressort pour leurs positions vis-à-vis d'un problème.

Le *Siting* ne représente pas, donc, un problème d'ordre technique, et surtout un problème de choix.

Plus exactement, ce n'est pas seulement un attribut du politique, il appartient aussi au social, à la société. Il est spécifique, principalement, aux zones défavorisées, périphériques, dominées par de problèmes sociaux et territoriaux. Les problèmes de celles-ci, ne consiste pas en monétiser les effets négatifs d'un certain projet, mais en compensation du point de vue de l'environnement et du social.

Définitivement, comment on peut quantifier financièrement les facteurs non mesurables ou inconnus (les risques) ou purement et simplement les limitations d'ordre éthique (la valeur de la vie humaine) ?

L'alternative on la connaît sous le nom de *Sustainability approach* et prévoit une compensation directe écologique, soit par l'intermédiaire des interventions en plus

pour réduire d'autres sources de pollution, soit par la satisfaction d'autres prétentions sociales et d'environnement, comme exemple la qualité du lieu reflétée aussi dans sa valeur immobilière. Cet échange se base sur le type suivant de discours : »Si vous nous permettons de construire l'entreprise de masses plastiques dans notre voisinage, quoi nous offrez –vous, pour échange ? Des emplois, infrastructure moderne et des espaces verts ? ».on doit retenir ; le fait que cette manière de résoudre le conflit se base sur l'implication de toutes les parties visées dans le projet respectif !

Qui est celui qui ne veut pas vivre dans un monde plus propre, plus pleine de verdure et avec un air plus frais ? Tous veulent...Alors on doit passer à accomplir notre devoir à notre usage et à celui des générations futures, et, le plus important, du paradis qui s'appelle **Terra**. Nous vivons dans l'environnement et pour l'environnement.

Dans une telle relation, les deux parties offrent à leur tour. Il y a beaucoup d'aspects auxquels on doit penser et après ça on doit reconsidérer le mode de vie et peut-être nous planterons plus d'arbres et nous commencerons à recycler. Avec d'exemples positifs et des projets concrets, les choses iraient vers le mieux. On doit pas faire l'abus sur la nature ou s'en moquer d'elle. On doit évoluer et élever toujours nos standards. Toute activité humaine crée un impact dans l'environnement. C'est une folie de rester avec les bras croisés, ne rien faire .L'impact sur l'environnement est évident et indiscutable. Si on ne sait pas trop de choses sur l'existence d'une chose, ça ne signifie pas qu'il n'existe ... On doit faire un tour de vue : on a besoin de verdure, plus de forêts, moins d'énergie consommée, moins de pollution, et la nature n'a pas besoin d'ordures. Et tous on à gagner....

Nous, les roumains, nous avons le don de bâtir des belles choses. C'est une parole valable aussi dans ce cas .l'indolence, chez nous, est archi -présente, et parmi les ignorants on y trouve, certainement, des individus capables de changer leur place dans lequel ils vivent. C'est le temps aussi pour eux. la nature est la plus persévérante et généreuse être sur la Terre.

La ration d'oxygène tend d'être plus faible an par an. Je ne me rends pas compte quand il est arrive le moment quand nous sommes devenus impassibles, vis – à-vis de l'environnement dans lequel nous continuons à vivre. C'est dans notre pouvoir de changer l'environnement.

Le recyclage c'est l'une des meilleures méthodes d'avoir un impact positif sur la société. De 100 tonnes de papier recyclée on sauve cca. 16 ha de forêt. Le rythme des déforestations a atteint des cotes alarmantes. A chaque seconde, une surface de forêt, égale à un terrain de football est soumise à la déforestation sur le Globe. L'attitude proactive, une fois générée, par notre souci pour la nature va se diriger aussi sur d'autres domaines. Pour l'environnement compte ce que nous faisons et combien nous faisons.

L'environnement se trouve de plus en plus intégré en éducation, en enseignement à tous les niveaux, devenant un élément composant de la formation professionnelle. Il fait partie du programme d'étude de base dans la plupart des états européens membres. On assiste a une prolifération des aides pédagogiques sous la forme des livres, manuels, brochures, matériel audio-visuel comportant des thèmes sur l'environnement.

La Commission finance des projets de formation pour les professeurs du stage élémentaire et secondaire aussi pour des cours techniques et agricoles. Aussi, on a publié le « **Guide européen d'études sur les cours d'environnement dans les**

universités ». En neuf états membres de l'Union Européenne on peut obtenir un master en « gestion de l'environnement », la Roumanie se détachant avec la diversité thématique des spécialisations, aussi aux formes de master, que aux formes des cours de perfectionnement postuniversitaires. Entre la qualité de l'environnement et la qualité de la vie, il y a des liaisons multiples, à des niveaux différents, soulignées par des nombreux spécialistes, parmi lesquels, Bruno Hansen, membre de la Commission Européenne sur les Sciences de la Vie, qui apprécie que l'amélioration de la qualité de vie puisse être réalisée en agissant dans les 4-èmes suivantes directions : nutrition, santé, travail et environnement (voir fig.1).

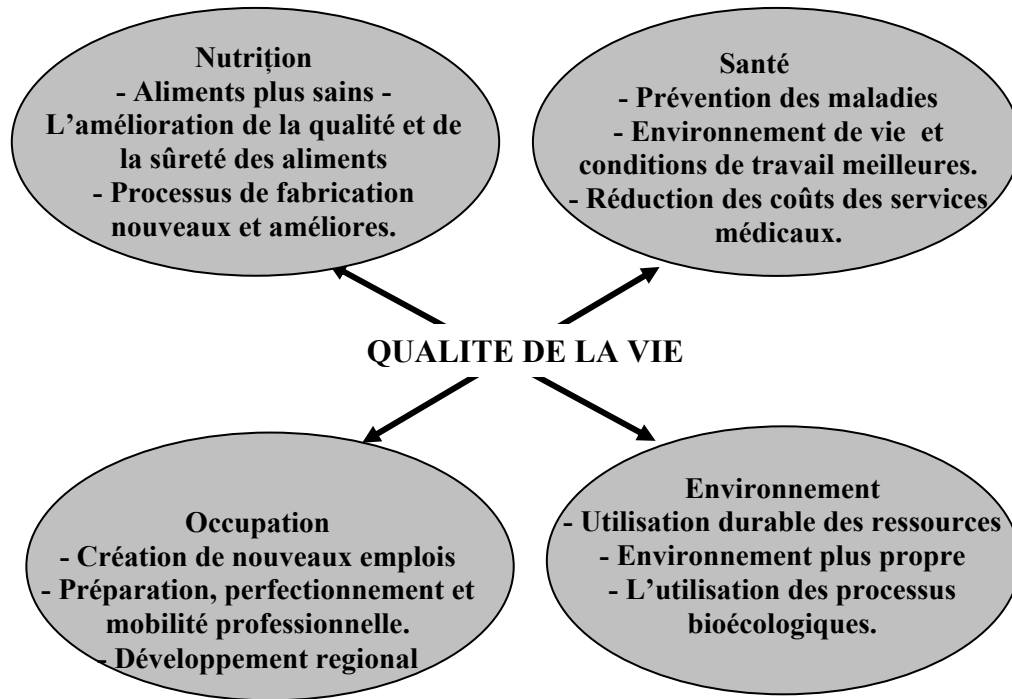


Fig. 1. Les quatre directions qui visent l'amélioration de la qualité de vie (après Bruno Hansen).

3. L'impérativité d'un nouveau management public

Pourquoi une autre perspective sur le management public? Parce que le modèle traditionnel est excessif orienté vers les solutions du marché. Ça suppose une distinction claire entre l'entité qui ordonne les projets (le politique), celle qui les exécute (le technique) et celle qui bénéficie de ses services (la population)

En échange, les techniques démocratisées se concentrent sur un continuels processus interactif et participatif, qui tient compte de la dimension « politique » (sociale et culturelle) des décisions techniques et vice-versa. De plus, on suit l'intégration d'un feedback aussi de la part de ceux qui implémentent le projet, que de la part de ceux qui bénéficient (ou seront affectés) de celui-ci.

La décision finale appartient, en général, aux autorités, le problème c'est que les politiques qui suivent l'algorithme: **DECIDE-ANNONCE –DEFENDE(DAD)** se confronte à une crise réelle de légitimité qui peut conduire à un approfondissement du conflit ou à une efficacité plus faible de la politique en soi. C'est pour ça qu'on a besoin d'un processus participatif équitable qui doit inclure aussi le secteur d'affaires, la communauté locale et les autorités.

S'il est nécessaire d'utiliser une échelle de la participation des citoyens dans le processus décisionnel on aura aux pôles opposés *le stade d'information* (avec la promesse « nous vous tenons au courant avec quoi nous décidons ») et celui *de charge* (avec la promesse que « nous mettrons en œuvre vos décisions »).

Le premier modèle, qui suppose un degré très bas d'implication, n'est pas autre chose qu'un impôt. Il suit le modèle intermédiaire de la « manipulation », conformément auquel les opinions des citoyens sont exprès mises en évidence par manipulation, au détriment de leurs propres intérêts. Il y a aussi un troisième exemple, celui du « consensus ». celui-ci réussit la cooptation de plus d'individus, soit par négociation entre les parties, soit par le processus délibératif du dialogue.

L'idée de durabilité représente un saut au-delà de la simple perspective d'environnement. Elle a pour base, l'interaction entre les hommes et l'environnement, mais elle inclut aussi plus de dimensions, parmi laquelle le gouvernement participatif

On désire, sans doute un abordage total, systématique, dans laquelle l'implication est essentielle. Un exemple éloquent : le recyclage ! L'efficacité du système dépend de la contribution des habitants.

Cette chose reste valable aussi pour d'autres situations, comme l'utilisation des ressources d'eau, des produits écologiques, ou du commerce équitable.

Par l'implication active des citoyens, on désire, en même temps, la cession plutôt partielle de leur propre intérêt en faveur du « bien de la communauté ». dans tous ces cas il est évident le fait que les stimulants du marché et les réglementations de l'état ne sont pas suffisants.

La construction dialogique du « bien commun » met en évidence la force de l'argument devant la simple négociation de la perspective de son propre intérêt. D'autre part, la démocratie participative reconnaît déjà le fait que personne ne détient le monopole sur la définition du « bien commun », ni les hommes de science, ni les politiciens.

4. Conclusions

Le problème que se pose c'est le type de société dans laquelle nous vivons, et, spécialement, ce que Ulrich Beck dénommait « société du risque ». Nos actions ont toujours des conséquences imprévues la science et la technique peuvent fournir des solutions, mais elles comportent des nouveaux risques. C'est un cercle vicieux duquel la modernité ne peut pas échapper...

L'idée de participation civique à grande échelle reste un idéal, sinon une utopie. D'ailleurs, la démocratie même, entrerait en crise s'il n'existerait pas de larges segments de la société qui manifesteront de l'apathie et inaction. Les conditions sont tant de plus difficiles pour les pays en transition, qui n'ont pas réussi à se détacher de privations. Inglehart avait l'opinion que le post-matérialisme attire avec soi une transformation des préférences et des nécessités des individus. Une fois satisfaites les nécessités de base, l'homme sent le besoin de la reconnaissance de son propre

statut d'individu d'une collectivité et il devient préoccupé de valeurs supérieures telles l'environnement l'art.

Je crois aussi que c'est notre mission, dans la posture d'activistes dans le domaine de l'écologie, de mobiliser un segment plus large de la société. Dans un monde, plus en plus globalisé, même l'idée de communauté perd sa valeur, et ça c'est spécifique pour les pays avec un passé socialiste.

Exceptant ces choses, reste valable le concept de « penser global, agit local » !

Sur ce principe se base la démocratie délibérative, participative. Il s'agit non seulement d'un processus d'information ou d'éducation, il s'agit de la responsabilisation, de la prise en charge. C'est un but et un moyen toutefois. Définitivement, on peut affirmer: *we make the path by walking...*

La Commission Européenne a adopté son programme de travail valable pour l'année 2009. Dans le cadre de celui-ci, la Commission mis l'accent sur la réalisation des politiques clé de l'agenda de la globalisation: l'exprimage des principales priorités stratégiques que la commission s'engage de les adopter pour 2009 et le tracement d'autres domaines sur lesquels la Commission se concentra pour l'année prochaine. Mais la globalisation ne se manifeste pas seulement dans l'espace de l'Union Européenne, donc la priorité pour 2009 il devrait être au niveau mondial, mieux dit, dans la solution des problèmes très urgents avec une manifestation globale : le développement et les emplois, les changements climatiques, l'énergie, les migrations, l'environnement.

BIBLIOGRAPHIE

- Angelescu A., Ponoran I., Ciobotaru V.** (1999), *Mediul ambiant și dezvoltarea durabilă*, Editura A.S.E., București.
- Aur N.S.** (2002), *Geografie economică mondială. Terra - resurse și industrializare*, Editura Sitech, București.
- Bonnefous Ed.** (1976), *Omul sau natura*, Editura Politică, București.
- Brown L.** (1996), *Probleme globale ale omenirii*, Editura Tehnică, București.
- Mazilu M.**, (2004), *Ecologie și Protecția mediului înconjurător*, Editura Mirton, Timișoara.
- Mazilu M., Marinescu R.** (2007), *Să ne temem sau nu de globalizare...* Workshop Internațional, 24-25 Noiembrie, Universitatea Româno-Americană, București.
- Mazilu M.** (2008), *The Dynamics and Manifestations of Globalisation*, în European Research Studies Journal, Volume XI, Issue 3, 2008 Greece, pag. ISSN: 1108-2976, www.ersj.eu/index.php?option=com_content&task=view&id=259&Itemid=167 - 25k
- Mazilu M.** (2008), *The globalization, the Environment and economic security on the perspective of the European Integration*, publicat în Journal of Environmental Protection and Ecology, Official Journal of the Balkan Environmental Association book 1, vol. 9, No.1, 2008, No.1099/23.10.2006, ISSN:1311-5065, p. 159-167, SBC, <http://thomsonscientific.com/cgi-bin/jrnlst/jlresults.cgi?PC=MASTER&ISSN=1311505>.
- Mazilu M., Ispas R., Marinescu R.** (2008), *Lasting economical development – globalization – environment – tourism in the perspective of the European Integration*, articol susținut la, Third Pan Ellenic Conference, International Conference on International Political Economy on The International Economy in the 21th Century: Towards Globalization or Regionalization?, organizată de The Institute of International Economic Relations,

Atena, 16-18 mai 2008, Atena, Grecia și publicat pe <http://idec.gr/iier/new/3rd%20Panhellenic%20Conference/ISPAS-MAZILU-MARINESCU-%20LASTING%20ECONOMIC%20DEVELOPMENT-GLOBALISATION-%20TOURISM%20IN%20THE%20OUTLOOK%20OF%20EUROPEAN%20INTEGRATION.pdf>

Mazilu M., Ciobanu M. (2008), *The Impact of European Integration on the national environment on quality*, articol publicat în Proceedings of XXI International Serbian Symposium on Mineral Mining, ISBN 978-86-80987-63-7, COBISS.SR-ID 152797196, pag.244-249, University of Begrade, 2008.

Ciobanu M., Ciobanu M., Mazilu M. (2008), *Global warming, decisive factor of uniformity seasons*, publicat în vol. Abstract Book, Global Conference on Global Warming 2008, organizată de The Scientific and Technological research Council of Turkey, 6-10 iulie 2008, Istanbul, Turcia, ISBN 978-605-89885-0-7, pag. 131 și în vol. Conference Proceedings, pag. 1073-1083, ISBN 978-605-89885-0-7, www.gcgw.org, www.gcgw.org/Abstract-book-GCGW08.pdf

Mitroi M. (2002), *Eco-dezvoltare, imperativ al mileniului trei*, Revista Tribuna Economică nr. 48, București.

Postelnicu Ghe., Postelnicu C. (2002), *Globalizarea economiei*, Editura Economică București.

Mirela MAZILU
Universitatea din Craiova
Centrul Universitar Drobeta Turnu Severin
E-mail: mirelamazilu2004@yahoo.com